du Résultat des
Campagnes de 1795. et 1797.
par. Carnot et Dumas

Case
FRC
17883

FRG 2. 11804

DES

RÉSULTATS

DE LA DERNIERE CAMPAGNE.

PAR MATHIEU DUMAS,

MEMBRE DU CONSEIL DES ANCIENS.

Pulchrum est bene facere reipublicæ, etiam bene dicere, haud absurdum est vel pace, vel bello clarum fieri licet.

SALLUSTE.

A PARIS;

Chez DU PONT, rue de la Loi, n°. 1231.

AN V. — 1797.

THE NEWBERRY LIBRARY

n.° 4

CONVENTION NATIONALE.

RAPPORT

FAIT

A LA CONVENTION NATIONALE,

AU NOM DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC,

PAR CARNOT, l'un de ses membres.

Le 14 ventôse l'an troisième de la République française une & indivisible.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

CITOYENS,

Dès l'ouverture de la campagne dernière, le comité de salut public conçut le projet de recueillir & mettre en ordre les matériaux nécessaires pour en écrire l'histoire. Il forma pour cet objet, dans une partie du local qu'il occupe, un établissement particulier, sous le nom de *cabinet topographique & historique*. Dans cet établissement se trouvent des rédacteurs & des dessinateurs. Les uns s'occupent à analyser & classer les extraits de la correspondance des générauzx & des représentans du peuple près les armées; les autres exécutent les plans & cartes relatifs aux actions, positions & mouvemens de ces armées: ce sont ces matériaux qui, rassemblés & comparés, serviront à former un jour un corps suivi de l'histoire militaire de la révolution.

Quelle entreprise pourroit nous inspirer un plus vif intérêt que le récit de ces évènemens mémorables qui ont fixé le sort de la République triomphante ? avec quelle avidité les enfans de nos braves défenseurs ne parcourront-ils pas ces annales de la gloire de leurs pères ! quel feu sublime ne développera pas dans ces jeunes cœurs le souvenir des traits héroïques auxquels leurs noms seront attachés ! quelle leçon de courage & de dévouement ne puiseront-ils pas dans de si nombreux & de si touchans exemples !

Les guerres que les rois se sont faites ont été décrites, & presque toutes ces histoires sont des monumens emphatiques de flatterie & d'imposture : il faut que celle des héros qui ont fondé la liberté de leur patrie au prix de leur sang, le soit d'une manière digne de son objet, c'est-à-dire, avec une vérité scrupuleuse, avec cette énergique simplicité, cette philosophie animée qui seule peut peindre les élans d'un caractère généreux & d'un courage indomptable.

Toutes les vieilles routines, tous les préjugés militaires ont été frondés dans le cours de cette guerre. Il sera beau de voir, dans les fastes de la République, comment des recrues mal armées, sans habitude des exercices militaires, sans autre discipline que la confiance, souvent dénuées d'habillement & de subsistances, ont arrêté ce débordement de légions réunies contre elles de toutes les contrées de l'Europe ; comment de bons cultivateurs, qui ne demandoient qu'amour & simplesse, forcés de combattre pour la défense de leurs foyers, menés par des chefs choisis parmi eux, chantant tous ensemble des hymnes à la liberté, ont vaincu & dispersé ces cohortes silencieuses & tacticiennes conduites par les nobles coryphées de la science militaire.

La postérité répétera avec admiration les noms de ces hommes modestes, qui, nés dans une classe autrefois dédaignée, ont surpassé tout-d'un-coup les Turenne

& les Luxembourg; elle verra avec attendrissement & avec orgueil que cette courte période de la campagne dernière ait fourni à l'histoire plus de traits particuliers de bravoure, plus de faits d'un héroïsme pur & sans ostentation, que toutes les guerres réunies des peuples les plus belliqueux, les Grecs & les Romains.

Sans doute la France aura aussi ses Tacite pour acquitter la patrie reconnoissante envers ceux qui ont si bien mérité d'elle : votre comité de salut public a voulu leur préparer les matériaux ; & c'est l'objet du travail qui s'exécute sous ses yeux au cabinet topographique & historique.

En attendant, & pour satisfaire la juste impatience des citoyens attachés à la gloire de leur patrie, le comité a fait dresser le tableau chronologique des principales victoires ou actions qui ont rempli cette immortelle campagne. C'est une espèce de précis ou table générale, commençant à la bataille d'Honscoote, & finissant à la prise de Roses.

Voici le résumé général de ce tableau.

Vingt-sept victoires, dont huit en batailles rangées.

Cent vingt combats de moindre importance.

Quatre-vingt mille ennemis tués.

Quatre-vingt-onze mille faits prisonniers.

Cent seize places fortes ou villes importantes, dont trente-six après siége ou blocus.

Deux cents trente forts ou redoutes.

Trois mille huit cents bouches à feu.

Soixante-dix mille fusils.

Dix-neuf cents milliers de poudre.

Quatre vingt-dix drapeaux.

Quoique l'intervalle de la bataille d'Honscoote à la prise de Roses soit de dix-sept mois, nous le regardons comme une seule campagne, parce que, par une singularité qui n'est pas la moins remarquable de cette

époque extraordinaire, les troupes ont été pendant tout ce temps dans une activité continue; que presque nulle part elles n'ont pris de quartier-d'hiver, & que c'est pendant l'hiver même, l'un des plus rigoureux dont on se souvienne, que les plus belles expéditions ont été faites.

Votre comité m'a chargé de vous présenter ce tableau & de vous proposer d'ordonner qu'il demeure affiché dans le lieu de vos séances. Il a pensé qu'il ne pouvoit se trouver une occasion plus favorable que celle où va s'ouvrir une nouvelle campagne qui, sans doute, ne sera pas moins belle que la précédente; car les armées françaises ne dégénéreront point de leur gloire.

Votre comité vous demande aussi l'impression en livret de ce même tableau & l'envoi aux armées, aux corps administratifs & aux municipalités.

C'est un tribut de reconnoissance que la Convention nationale s'empressera de donner à nos braves défenseurs

Le comité de salut public vous propose ce projet de décret.

ARTICLE PREMIER.

Le tableau de la campagne des Français, depuis le 8 septembre 1793 jusqu'au 15 pluviose de l'an 3 de la République, présenté le 14 ventôse présent mois, par le comité de salut public, demeurera affiché dans le lieu des séances de la Convention nationale.

II.

Le même tableau imprimé en livret sera distribué aux représentans du peuple, envoyé aux armées, aux corps administratifs & aux municipalités.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
Pluviôse, l'an III.

DES
RÉSULTATS
DE LA DERNIERE CAMPAGNE.

Depuis la conquête des Pays-Bas et la destruction de la Hollande, les puissances coalisées ayant dû renoncer à la guerre d'invasion, l'indépendance de la nation française a été réellement conquise. Elle a été solemnellement reconnue par la pacification avec le roi de Prusse, et le retour de l'Espagne à sa place invariable dans le système d'équilibre. Il y a donc à peu-près deux ans que la question générale est résolue, et depuis cette époque, les obstacles à la paix ne sont plus dans le fond des choses, mais dans la lutte des partis dominants, qui s'efforcent de retenir le pouvoir chacun dans la sphère de leurs intrigues. Bientôt ce dernier genre d'opposition manquera d'aliment; mais il restera encore les intérêts et les passions individuelles des hommes influents, racines vivaces des partis déjà presque détruits par le temps, et par le feu de la révolution.

De tels hommes, accoutumés à fronder l'opinion quand ils ne peuvent plus la corrompre, ne manqueront jamais de prétexte pour continuer la guerre, toujours ils en reculeront le but, et ne voudront voir de paix solide qu'au dernier terme de leurs espérances.

Les mêmes passions rallumant l'incendie chez nous et chez nos ennemis, leurs gouvernemens seront frappés d'un semblable vertige; et comme nous voudrons les comprimer jusqu'à l'impuissance, ils prétendront aussi consumer nos forces jusqu'à l'épuisement.

L'histoire accusera les auteurs de ces grands attentats, que la victoire n'absout point; comme elle excusera les erreurs, si l'amour de la gloire et le zèle pour la cause de la liberté en ont été les sources pures.

Sans devancer ces redoutables sentences, bornons-nous à apprécier les véritables résultats politiques des évènemens de la guerre; et pour les dégager de toute prévention, développons les causes trop inapperçues qui ont influé, sur ces mêmes événements.

Il s'est opéré, sinon dans les principes même de l'art de la guerre, du moins dans leur application, une importante révolution. J'oserai dire que cet art terrible a fait uu grand pas; quoique d'un autre côté l'une des parties les plus théoriques, la tactique proprement dite, ou la combinaison des manœuvres de différentes armes, dans une proportion et dans un espace donné, ait été négligée à mesure qu'elle perdoit de son importance.

Depuis que l'usage d'entretenir sur pied de nombreuses armées s'est introduit en Europe, les ministres et les généraux qui concevoient ou exécutoient des plans de campagne, s'attachoient uniquement à concentrer les plus grandes forces possibles sur tel ou tel théâtre; toutes les ressources du génie s'épuisoient à faire mouvoir ces grandes masses dans des espaces très-circonscrits. Leur destruction ou leur dissolution exposoit les états respectifs à des suites d'autant plus graves, que la perte d'une bataille rangée fixoit l'opinion plus encore que l'état réel des choses, ouvroit les plus importantes places, décidoit souvent de la paix. On eut dit que le but de toutes les opérations étoit d'arriver au point de se battre en champ clos avec des armées formidables.

Delà les efforts pour perfectionner la tactique des différentes armes, les manœuvres de ligne et d'armées, l'attaque et la défense des places; on s'adonna tellement à cette partie de l'art, que celle des marches, des campements, et des grandes combinaisons dont toutes les parties de la tactique, proprement dite, ne sont que des éléments, fut moins cultivée : les enseignements des grands capitaines furent, à la vérité, recueillis par de bons militaires, par d'habiles commentateurs, mais rarement mis en pratique.

Frédérick, le seul des modernes qui depuis César ait embrassé toutes les branches de l'art de la guerre, sortit de la route ordinaire, il sut à-la-fois améliorer la formation des armées, avancer la science des manœuvres et du mélange des armes, et appliquer ces instruments perfectionnés à l'exécution des plus grands desseins. L'Europe étonnée admira ses exploits; les meilleurs juges n'apperçurent dans ces grands mouvements d'armées, que des prodiges d'audace et d'activité ; il a fallu les méditer long-temps pour sonder la profondeur du génie du César de notre âge.

La grande révolution qu'il a faite ne s'est développée que long-temps après lui. On copia

d'abord servilement ses institutions militaires. On s'empressa de toutes parts, et sur-tout en France, de les appliquer aux différentes armes, sans les approprier aux mœurs et au caractère national, sans tenir compte des résistances. Quelques officiers plus habiles pénétrèrent plus avant dans les secrets de Frédérick, et sans négliger cette régularité cadencée et géométrique, cette homogénéité romaine, principe de force qu'il avoit fait revivre des anciens, ils étudièrent et pefectionnèrent les grandes manœuvres, et l'art d'en varier l'application suivant le terrein.

Mais les traits les plus hardis de la grande tactique du feu roi de Prusse, ses plans de campagne restoient encore sans imitateurs. Il avoit, si j'ose me servir de cette expression, aggrandi l'échelle des marches et des positions d'armées; et c'est ainsi qu'il avoit su s'emparer des desseins de ses ennemis, et les rendre toujours dépendants de ses propres combinaisons, sans s'exposer à tomber dans les leurs.

La nécessité exalte les talents comme le courage, et murit souvent plus que les siècles les fruits du génie. Ce fut au milieu des dangers les plus imminents que Frédérick s'éleva à ces hautes conceptions; et c'est aussi d'une posi-

tion presque désespérée qu'est né le système de guerre qui a sauvé la France : système qui n'est que l'application étendue des principes de ce grand maître, c'est-à-dire, de la tactique trop abandonnée des anciens, modifiée suivant l'usage de nos armes modernes, perfectionnée par l'application des sciences mathématiques aux différentes parties de l'art.

Plusieurs causes sans doute ont concouru à ces grands changements. L'incorporation d'un si grand nombre de volontaires dans les corps déjà formés, qu'il falloit mettre des bataillons entiers en ligne avant qu'ils fussent instruits ; l'inhabileté et les fréquentes mutations des officiers, forcèrent à recourir à des moyens extraordinaires ; mais il n'est pas exact de dire que nous ne devions qu'au courage et à la fortune de nos armées, leurs avantages soutenus. Nos ennemis, justes en ce point, les attribuent aussi, et avec raison, à la direction générale de nos plans de campagne.

Après avoir long-temps méprisé ces entreprises téméraires, nos attaques simultanées sur toutes nos frontières, enfin, ces projets presque fabuleux, et qui sembloient hors de proportion avec nos moyens, ils ont fini par y reconnoître une grande prévision ; ils ont vu que ces

écarts étoient subordonnés à des règles et soumis à des calculs ; ils ont fini par nous imiter.

Quand l'histoire montrera à côté de la féroce lâcheté des usurpateurs, la force des conseils militaires, il me semble que la gloire de ces mémorables travaux, sans diminuer la juste horreur du crime, sous le joug duquel la nation fut précipitée, compensera pourtant en quelque sorte notre honte éternelle, notre honte salutaire.

Dans cet affreux mélange, les français des siècles prochains trouveront bien quelques vertus, ils rendront bien aussi quelques hommages aux conservateurs de notre territoire. Et nous-mêmes, si nous n'avons pas vainement survécu à nos frères égorgés, si nous achevons de vaincre l'anarchie, et de reconquérir notre liberté, ne devrons-nous pas quelque reconnoissance aux hommes qui, sans s'étonner de cet embrâsement, dirigèrent avec succès les opérations de la guerre, et préservèrent d'une servitude étrangère, et de nouveaux ravages, la France déjà asservie et ravagée.

On a donc considéré une grande étendue de pays, des frontières entières, les cours des fleuves, les chaînes de montagnes, comme des lignes contigues, comme des positions dont tous les points devoient se balancer, se flanquer, se soutenir aussi parfaitement qu'une ligne fortifiée.

Ce principe, dira-t-on, n'étoit pas nouveau; plus de cent mémoires, et l'histoire des anciennes campagnes, et les reconnoissances faites par des officiers habiles, attestent que depuis longtemps la défensive de nos grandes frontières avoit été raisonnée, calculée, fixée sur de tels plans.

Sans doute ces bases existoient pour la guerre défensive; mais on ne s'étoit point encore avisé d'en appliquer les principes immuables à la guerre offensive, de considérer, par exemple, tout le pays compris entre le Rhin et l'Océan, comme une seule position, comme un seul camp, toute la nation comme une seule armée, le pays ennemi comme un seul champ de bataille.

L'impérieux ministre de Louis XIV, Louvois, avoit senti la possibilité et l'efficacité de cette direction unique et suprême, mais il rencontra dans le caractère, l'ambition, le génie même

des généraux , dans les intrigues qu'il ne put dominer , dans la natnre des choses, des obstacles invincibles , et que la terrible révolution française pouvoit seule applanir.

Qu'on cesse de traiter de chimère cette grande pensée ; il est prouvé qu'on peut ainsi conduire la guerre avec succès.

Paris est , par rapport aux frontières du nord et de l'est de la France , et par le grand nombre et la facilité des communications , le point central le plus convenable pour une telle direction. On chercheroit vainement en Europe une position semblable , on ne trouveroit point ailleurs cette heureuse divergence des rayons , ces distances moyennes si favorables à l'ensemble et à la célérité des mouvements. Mais pour réduire en pratique cette théorie , il ne faut pas moins qu'une volonté tellement absolue , qu'à l'instant même où les ordres parviennent à l'un des points de la ligne , on soit assez assuré de l'obéissance la plus entière pour y faire correspondre tout le reste du système.

Il est résulté sans doute de cette manière de généraliser les opérations , un excès contraire à celui qu'on vouloit éviter. Au lieu d'avoir à

remuer de grandes masses dans des espaces resserrés, on n'a pu, avec des armées très-nombreuses, occuper qu'insuffisamment toutes les positions qu'on avoit embrassées. Mais cette différence devoit être toute à l'avantage d'une nation nombreuse qui combat pour son indépendance, et qui, par des loix fondamentales, a sagement établi la conscription militaire, non hiérarchiquement et par classes, mais successivement et par âges.

Cette différence est sur-tout favorable à une nation dont le caractère mobile et impétueux se prête moins à l'obéissance passive, à la triste uniformité, à la lenteur nécessaire des mouvemens des grands corps d'armée dans des positions circonscrites: tandis qu'au contraire en ouvrant un champ vaste à la vive imagination, à l'activité, à l'intrépidité des français, en répétant les marches, en accélérant les mouvemens, on les fait pour ainsi dire se reproduire eux-mêmes, on leur fait saisir par-tout et multiplier les chances des combats offensifs, et par conséquent des succès.

Enfin, la nature même de nos frontières, la force et l'enchaînement des places, facilitent l'exécution de ce plan d'offensive; d'abord, parce que les places fortes servant de points

d'appui aux ailes de la ligne générale des opérations, toutes les parties, quoique séparées par de grands intervalles, peuvent agir de concert, sans dépendre cependant d'un succès mutuel. Secondement, parce que tous les fleuves, toutes les eaux pendans du sud au nord, le pays s'ouvre, les communications se multiplient, les positions deviennent plus favorables, à mesure que nos armées s'avancent hors de nos frontières. Tout au contraire, l'ennemi, obligé d'étendre son front, se trouve bientôt disséminé et séparé par de grands obstacles, et n'étant point comme nous adossé à une frontière inexpugnable, et vers laquelle toutes les positions se resserrent, il doit être bientôt forcé d'abandonner les positions parallèles, et de nous céder tout le théâtre de la guerre compris entre les grands fleuves.

Les généraux de la coalition avoient entrepris la guerre d'invasion contre la France, en suivant la méthode connue, celle que le feu roi de Prusse lui-même disoit *qu'il ne falloit pas tenter deux fois;* ils vouloient pénétrer dans le cœur d'une province, et soumettre le reste de l'empire par l'opinion et la terreur, plus sûrement que par les armes.

On sait assez comment leurs plans avortèrent, mais il sera toujours agréable à la nation d'entendre rappeler ces premiers jours de gloire. *Dumouriez* sût non-seulement profiter des excellentes dispositions de défense de l'infortuné général *Lafayette*, mais il occupa avec beaucoup d'adresse et d'activité les défilés de l'Argonne, dont l'ennemi avoit négligé de s'emparer. Cet avantage n'eut pourtant pas suffi, sans ces marches habilement combinées du général *Kellermann*. Sa fermeté à conserver une position en apparence défavorable, et son intrépidité en imposèrent, et déterminèrent la retraite de l'armée prussienne. Ce fut pour la France une seconde bataille de Dénain ; car depuis cette époque les ennemis ne purent renouer leurs projets, ni sur-tout leur donner de l'ensemble. La différence des intérêts politiques eut bientôt rompu le concert nécessaire ; et pendant ce temps, nos projets mûrissoient par les succès variés des premières campagnes, par la violence des circonstances, par la concentration du pouvoir, et même par nos essais infructueux.

C'est en 1794 que le nouveau système fut pleinement développé ; il étonna, il confondit l'Europe.

Si l'on suit le journal de cette campagne ; on reconnoîtra l'application des principes que je viens d'exposer.

Qu'on observe en effet les premiers avantages des ennemis ; ils occupoient quatre places importantes , *Condé, Valenciennes, le Quesnoi, Landrecies*, dont la défense liée est la véritable force centrale de notre frontière. Ces avantages , réputés décisifs dans toutes les guerres précédentes, s'évanouirent par les mouvemens combinés des armées du Nord et de Sambre et Meuse ; par la constance à s'ouvrir , avec la prise d'Ypres, la Flandre maritime ; enfin , par les terribles combats entre Tournay et Lille ; Lille , arsenal précieux , place immense à laquelle on fit jouer tout son jeu, et qu'on sut , pour ainsi dire , employer comme une grande machine de guerre pour ruiner le centre des forces ennemies.

Cette campagne devoit être la dernière. Il sembloit que les échafauds renversés , la pente de l'opinion publique vers la générosité, dussent concourir avec les victoires de Pichegru, à fixer au dedans comme au dehors les destinées de la France , nous aurions pu dire : *Pax et justitia osculatæ sunt.* Nous serions tous heureux aujourd'hui ; il n'existeroit plus que

le souvenir de nos malheurs et de la proscription barbare de nos amis, si le mauvais génie de la France n'eût repoussé la *paix* et voilé la *justice* pour rallumer nos discordes civiles.

La campagne de 1795, qui fut toute d'observation, et pendant laquelle l'Espagne fut réellement reconquise à nos intérêts, pouvoit ramener la paix ; mais les derniers troubles en dispersèrent tous les élémens. On peut voir dans les pamphlets publiés à cette époque, avec quel acharnement les factieux triomphans de nos malheurs et de notre imprudence, se hâtèrent de fermer toutes les voies à la conciliation, et ne laissèrent de chemin vers la paix que par l'horrible guerre.

Elle s'achève enfin, cette campagne de 1796, et si la gloire pouvoit consoler l'humanité ; nos trophées pourroient nous faire oublier au prix de combien de sang nous avons mis le comble *à nos propres misères*, et désolé les plus belles contrées de l'Europe.

Cette campagne sanglante et si désastreuse pour les peuples, n'a été qu'un combat continuel sur un théâtre si vaste et si activement

occupé, que des frontières de la Hollande jusques au golphe Adriatique, il n'y a pas un seul point, une seule position militaire, où nos braves soldats n'aient combattu ; pas une rivière dont les eaux n'aient éte rougies du sang de nos enfans. Nous avons vu en moins de six mois, dix fois plus et de plus grands évènements de guerre, qu'il n'en eût fallu autrefois pour ébranler l'Europe. Et cependant, des hommes bien imprévoyants, s'ils ne sont pas criminels, ceux-là qui veulent l'affermissement de la république, au dedans par la violence et la compression, et au dehors par la domination et la propagation forcée des principes démoratiques, se montrent ingrats envers nos défenseurs. Les prodiges de *Buonaparte* et de la vaillante armée d'Italie, les combats si brillans et les marches téméraires de *Jourdan*, les lauriers de *Moreau* et de l'armée de Rhin et Moselle, à jamais consacrés par sa mémorable retraite, n'ayant point suffi pour enchaîner les nations et réaliser leur chimère de la paix forcée ; ils murmurent tout bas, quoiqu'ils n'osassent exiger de plus grands miracles de ces guerriers moissonnés au champ d'honneur. Quels reproches adresseroient-ils à ces grenadiers *généraux* qui ont survécu à mille morts, et dont

le dévouement à *Millesimo*, à *Lody*, à *Arcole*, à *Altenkirchen*, à *Heckingen*, aux ponts de *Kelh* et d'*Huningue*, a effacé la gloire des chefs les plus célèbres et des plus intrépides soldats ? Ne pouvant cette fois attaquer les généraux, ils attaquent le plan de la campagne dernière.

Je vais essayer de prouver que d'après les données, ce plan étoit le meilleur qu'on pût adopter. Et cette courte analyse, qui n'est point destinée à justifier l'impolitique continuation de la guerre, mais seulement la manière dont elle a été dirigée, achèvera de démontrer que ce dernier choc des nations qui n'a point changé leur situation respective, n'étoit point nécessaire pour mûrir la paix, et l'a peut-être rendue plus difficile à conclure sur des bases solides.

J'ai prouvé que depuis l'invasion de la Champagne et le manifeste des puissances coalisées (véritable époque de l'explosion inévitable de la guerre), le systéme général avoit dû être offensif.

Parvenus

Parvenus à la rive gauche du Rhin, si nous avions voulu faire la paix, notre système de guerre devoit changer, et ce changement étoit un des principaux élémens de pacification. Cette dernière proposition ne paroîtra paradoxale qu'à ceux dont tous les calculs politiques se renferment dans un cercle vicieux trop connu.

Mais la guerre étant de nouveau résolue, il falloit attaquer de toute part. Non-seulement par les considérations particulières que nous avons présentées : non-seulement à cause des embarras de nos finances, et de la difficulté de nourrir nos armées; mais encore pour ne pas laisser à l'ennemi le loisir de se rendre formidable; enfin, pour acquérir de nouveaux objets de compensations et d'échange.

Telles étoient les conditions du probléme, et c'est y avoir satisfait pleinement que d'avoir pris pour base des opérations toute la frontière orientale, comme on avoit fait en 1794 toute la frontière du nord.

Pendant qu'à la faveur de l'armistice, et des

grands apprêts, on contenoit sur le Bas-Rhin les principales forces de l'ennemi, et qu'on paroissoit ainsi refuser la gauche de cette immense ligne, on se hâtoit avec raison d'attaquer par l'aile droite; on forçoit le rempart des Alpes à *Millesimo*. Remarquez ici les principes des attaques, et même ceux des ordres de bataille, appliqués aux projets d'offensive générale.

Nos premiers succès en Italie, la défection du roi de Sardaigne, et la perte certaine du Milanais, ne pouvoient manquer de faire rompre l'armistice par l'armée impériale; dès-lors il falloit agir si vivement sur le Rhin, que l'archiduc Charles et les généraux de l'Empereur, occupés de couvrir les boulevards du corps germanique, n'osassent détacher des forces considérables de la grande armée pour les porter en Italie.

Le Milanais étant le seul objet de conquête qu'on put saisir et retenir jusqu'à la paix, toutes les opérations en Allemagne, quelque hasardées qu'elles fussent, effectuoient la plus

importante diversion, facilitoient les progrès et la glorieuse tâche de *Buonaparte ;* et si pourtant un meilleur concert entre les commandans d'armée, des actions plus générales et plus décisives, la fortune, jusques-là prodigue envers nous, eussent consolidé nos rapides avantages, alors les trois armées pouvoient se réunir au cœur des états héréditaires de la maison d'Autriche, et changer la face des affaires.

Les mouvemens de l'armée de Sambre et Meuse, et de Rhin et Moselle sur les deux rives du fleuve ; l'expédition sur Francfort tentée deux fois, et reprise avec obstination ; divers passages aussi habilement que vaillamment exécutés, ont prouvé la conception du plan général et la constance à en poursuivre l'exécution.

Peut-être un jour voudroit-on faire honneur aux généraux de l'Empereur de leur retraite devant les deux armées françaises ; et comme on se plaît à grandir même les personnages historiques qui ont acquis le plus de droit à

l'attention de la postérité, on supposera que l'archiduc Charles, après avoir renforcé les garnisons de *Mayence*, *Manheim* et *Philisbourg*, n'a replié toutes ses forces jusques sur la frontière des états héréditaires, et n'a livré toute l'Allemagne à cette terrible invasion, que pour concentrer ses forces et pour attaquer les Français avec plus d'avantage dans leur retraite.

On voudra jeter sur cette période importante plus de lumières et d'intérêts, par des considérations morales; et les historiographes ne manqueront pas de répéter ce qu'on disoit de la première conquête de la Belgique, « que cette » terrible expérience étoit nécessaire pour » dégoûter les peuples des principes français, » et que le despotisme des conquérans pouvoit » seul éclairer les propriétaires sur les dangers » de la liberté ».

Nous ne croyons point que de tels motifs ayent déterminé la retraite des armées impériales de la rive droite du Rhin jusqu'à Ratisbonne. Il étoit facile, sans doute, de prévoir que nos armées se maintiendroient difficilement en Allemagne. Et nous pourrions aussi

nous targuer de cette prescience des évènemens, nous qui soutenions à la fin de la dernière campagne, avant la rupture de l'armistice, que telle étoit la force et l'équilibre des positions respectives des deux armées sur les deux rives du Rhin, que chacune d'elles ne pourroit obtenir que des avantages précaires sur la rive opposée; aucune des deux armées n'ayant une supériorité assez grande sur l'autre pour faire de grands sièges, et les couvrir par des armées d'observations.

La vérité de ces assertions n'emporte point avec elle le blâme du plan de campagne, et n'explique pas mieux les prétendus desseins de nos ennemis.

Il faut (en donnant toutefois à la fortune la part que notre orgueil a tant de peine à lui céder), il faut attribuer nos succès à cette seconde épreuve des grands principes de la guerre offensive, qui n'a pas moins surpris les généraux de l'empereur, et déconcerté leurs plans, que le développement des attaques et des marches de nos trois armées au-delà des frontières du nord, en 1794.

Il faut aussi, (après avoir avoué les fautes que l'ivresse et l'abus des succès, la faiblesse des moyens de discipline et d'administration

nous ont fait commettre par-tout, mais plus particulièrement à la gauche du front des opérations) il faut reconnoître que les ennemis ont, à notre exemple, étendu leur ligne, lié leurs opérations, accéléré leurs mouvemens, et rendu leurs attaques simultanées, depuis Francfort jusqu'à Mantoue.

Dans cette lutte d'efforts parallèles, ils ont commencé d'avoir tout l'avantage des positions générales, c'est-à-dire, qu'ils ont débordé nos flancs au moment où nos marches cessoient d'être divergentes, et où, par la nature du terrein, nos différens corps d'armée ne pouvoient ni se soutenir, ni remplir un but déterminé qu'en se rapprochant.

Les militaires qui, sans considérer les grands changemens dont nous avons parlé dans la conduite des opérations, ne voudront les discuter que d'après les règles communes, trouveront facilement des objets de critique dans cette dernière campagne; ils n'approuveront point qu'on ait laissé si loin sur les derrières des places telles que *Mayence*, *Manheim*, et même *Philisbourg*, dont les fortes garnisons, abondamment approvisionnées, et si à portée d'agir de concert, pouvoient, comme elles l'ont en effet tenté, porter un coup funeste

à nos armées, et couper leurs communications.

C'est par la différence essentielle des plans de campagne réguliers et trop étroitement conçus au nouveau système de la guerre d'invasion qu'il faut expliquer et défendre cette grande contradiction.

Si l'on observe combien peu nous avons fait de sièges pendant cette guerre, en raison du nombre de places qui sont tombées entre nos mains, on en devra conclure que les plus fortes places n'ayant qu'une importance relative à une certaine étendue de pays, et même à des hypothèses déterminées, lorsqu'un plan de guerre embrasse des parties des pays qui se trouvent hors du cercle des combinaisons de défense, pour lesquelles ces mêmes places ont été fortifiées, elles cessent d'être l'objet particulier des combinaisons d'attaque, et perdent de leur importance en raison de l'étendue du théâtre de la guerre.

Ainsi donc, loin de devoir s'astreindre aux combinaisons connues, on eût commis au contraire une grande faute si l'on se fût arrêté à faire des sièges, où même si méditant de les faire plus tard, on s'étoit privé par des préparatifs inutiles des ressources si précieuses

à mettre en action dans les divers mouvemens offensifs.

Après la campagne de 1794, *Valenciennes*, *Maestricht*, et *Luxembourg* furent réduites un blocus assez court, en raison de leur importance, et des fortes garnisons que les ennemis y avoient laissés, sans que les opérations du général *Pichegru* fussent pour cela suspendues ; parce que c'est encore une conséquence de la grande étendue d'un plan de guerre offensive, que les communications étant plus multipliées et répandues sur une plus grande basse, les sorties et les courses des garnisons sont moins à redouter ; on n'est pas obligé de les resserrer de si près, et l'on peut les bloquer par des postes bien choisis à de plus grandes distances, et avec des corps moins considérables que les garnisons elles-mêmes.

Ce n'est point l'importance des places fortes qu'on étoit obligé de masquer, qui doit faire blâmer le plan général d'invasion au centre où il a été parfaitement exécuté par le général *Moreau*, ni même à la gauche, où de pareils moyens, une égale valeur ont eu des succès inégaux.

On reproche avec plus de raison au général

Buonaparte, de ne s'être point conformé au système général de guerre, en s'obstinant à faire régulièrement le siège de Mantoue, où il a d'abord employé tous ses moyens au lieu de s'attacher à poursuivre l'ennemi dans le Tyrol. Peut-être pouvoit-il éviter de resserrer le théâtre de la guerre en Italie; dans ce champ clos si funeste à nos ayeux, où les impériaux après cent défaites trouvèrent toujours au pied des montagnes du Tyrol, des retraites assurées, des moyens de tromper la valeur des français, et d'épuiser leurs forces.

Mais quels reproches pourraient atteindre ce jeune général, dont la vaillance extraordinaire défie impunément la fortune, et supplée l'expérience; dont les fautes semblent n'être que les jeux d'un génie entreprenant qui commande à la victoire; et dont les ressources et le talent ne se développent jamais avec plus d'éclat, que lorsqu'il se roidit contre les revers? Si nous devons aux succès de *Buonaparte* un moyen de rapprocher la conclusion de la paix, et si le gouvernement ne laisse pas corrompre les fruits de ses victoires, nul autre n'aura acquis une plus solide gloire.

Ainsi malgré l'évacuation de la Bavière et de la Franconie, et la retraite des armées

de Sambre et Meuse, et de Rhin et Mozelle dans leurs premières positions, sur la rive gauche du Rhin, il reste prouvé que le plan général d'opérations a été tracé de manière à faire la guerre par-tout aux dépens de l'ennemi, et que nous avons retenu assez de conquêtes pour parvenir à de justes compensations.

Tel est donc le résultat de cette dernière campagne; l'aggression la plus vive, les coups les plus sensibles, toutes les calamités de la guerre portées au cœur de l'empire; le boulevard de la puissance de la maison d'Autriche en Italie renversé; la maison de Savoie subjuguée et affranchie; une armée autrichienne détruite; une des plus belles parties des états héréditaires conquise, tout cela n'a point suffi, pour amener les alliés à des termes de pacification, ni contraindre l'Empereur à séparer sa cause de celle de l'Angleterre, et à recevoir la paix; il semble même qu'en comprimant les forces des ennemis, nous leur ayons donné plus d'intensité.

Cependant notre liberté est irrévocablement assurée, et non pas seulement par la force des armes; mais par celle de la vérité, par l'opinion universelle, par l'assentiment de la majorité des nations; on n'en peut douter de

bonne foi, et les craintes qu'on affecte sur ce point capital appartiennent à l'ambition, à l'hypocrisie; c'est un faux prétexte; c'est un moyen perfide d'égarer les esprits, et de les exciter à la vengeance; c'est un élément de domination et de tyrannie.

La forme de notre gouvernement n'est plus injurieusement mise en question, si ce n'est par quelques publicistes, dont les assertions même et les observations profondes *sur le génie et le caractère de la révolution française*, prouvent contr'eux la force et l'influence des vrais principes du gouvernement représentatif. Enfin la République est formellement reconnue : le délire qui faisoit considérer l'existence de tel système comme une *éternelle hostilité contre l'ordre social* est banni des cabinets des puissances; et de notre côté cette activité dévorante, ce tourbillon de destruction qui menaçoit d'entraîner dans le gouffre révolutionnaire tous les peuples civilisés, n'existent encore parmi nous que par abus de pouvoir, et sont tout-à-fait hors de la sphère du gouvernement; tous les fermens volcaniques se sont évaporés dans les dernières explosions. La querelle est donc vidée sous tous les rapports; et les nations

de l'Enrope ont à faire entr'elles une paix conforme à l'esprit de leurs pacifications antérieures.

La nation française n'a pas vainement triomphé. L'impéritie pourroit seule lui dérober le prix de tant de sang et de sacrifices ; son but est pleinement atteint, comme aussi la mesure de ses forces ; nos braves armées n'obtiendront pas plus de gloire, et nous ne ferons pas de plus utiles conquêtes.

L'heure est venue de faire éclater ces vérités. Celui qui les proclame n'a point à craindre qu'on l'accuse d'un zèle indiscret ; car le vœu de la paix ne peut plus être contenu, ni dans nos camps, ni dans nos cités, ni dans nos familles. Ce vœu n'est point comme le prétendent quelques fripons politiques, un symptôme de relâchement avidemment accueilli par nos ennemis, et qui nourrisse leurs espérances. Ce vif desir est étranger sans doute à ceux qui sont eux-mêmes étrangers à la République. Ces hommes qu'aucun malheur public ne peut atteindre, et qui n'ont d'autre énergie que la fureur de l'esprit de parti, feignent de n'appercevoir qu'un dangereux abandon de la cause commune dans

cette tendance à l'ordre définitif, qui en est la plus sure garantie, dans ce besoin impérieux de la paix, dans ce profond sentiment national qui n'appartient qu'aux vrais citoyens.

Jamais pourtant nos braves volontaires ne se distinguèrent plus fréquemment par des actions d'éclat que dans le cours de cette campagne : jamais, chez aucune nation ancienne ni moderne, les généraux et les chefs de troupes ne portèrent aussi loin ce généreux abandon, cette patriotique insouciance de la vie. Eh bien ! tous désirent la paix, tous l'appellent à grands cris ; ils se sont prodigués pour arracher la dernière victoire, et nous ont fait voir dans les sanglans combats d'*Arcole*, de *Kehl* et d'*Huningue*, si leur impatience était favorable aux ennemis de la patrie.

Passez dans les camps autrichiens, vous entendrez les mêmes vœux, vous entendrez des murmures que la plus sévère discipline ne peut réprimer ; les échos des deux rives du Rhin répètent les cris de paix aussi fréquemment que les éclats de nos foudres. D'une et d'autre part la guerre est finie pour tous les combattans. Les bras seuls sont encore

armés ; tous les cœnrs sont ouverts aux sentimens généreux ; toutes les volontés sont contraires à l'action ; tous les peuples ont en horreur une guerre qui consume leurs forces, et qui n'ayant désormais d'autre objet que la guerre même, n'a plus d'excuse aux yeúx de l'humanité, ni de prétexte à ceux de la politique.

Quelle est donc la cause de cette grande aberration des gouvernemens ? Pourquoi la paix s'éloigne-t-elle en raison de notre empressement à l'obtenir, et de la pente évidente de tous les esprits vers la modération et la justice ? Quand les gouvernemens sont en opposition évidente avec les intérêts des peuples, avec leur vœu prononcé et leur véritable gloire, ils touchent au terme de leur puissance ; car il n'y a plus de voiles pour leur politique.

Le cabinet de Saint-James cacherait mal le motif qui lui ferait continuer la guerre, lorsque, accablée par sa propre prépondérance maritime, on voit l'Angleterre forcée de payer de la substance même de son commerce, l'éclat de sa puissance artificielle et bientôt

importune. Nul doute que ces ministres si fiers de leurs faciles conquêtes ne sachent bien que le rétablissement de notre marine, et notre interférence dans le commerce de l'Europe et des deux Indes, ne causeront jamais au commerce anglais un détriment équivalent à celui qu'il souffre par la continuation de la guerre, et la clôture de tous les ports de l'Europe. Espèrent-ils prolonger l'illusion des propriétaires ? Verser d'avance, et à leur insu, leurs capitaux dans le gouffre de la guerre continentale, jusqu'à ce que la France épuisée leur livre les ruines de la Hollande ; de la malheureuse Hollande, conquise pour eux seuls, et ses chantiers déserts qu'ils redoutent encore ? Non, ils ne l'espèrent pas. Des efforts ruineux et des ressorts secrets, employés pour éterniser la guerre, appartiendroient donc aux combinaisons de l'ambition et de la haine, puisque les calculs de l'intérêt et de la saine politique les démentent ; mais peut-on supposer que M. *Pitt,* dédaignant de pacifier l'Europe, trouveroit plus de gloire pour lui-même et de plus solides avantages pour sa patrie dans ce nouveau déluge de calamités.

Je n'ai pas prétendu trancher ici légèrement de grandes difficultés, ni me jouer des pièges dont l'orgueil et la perfidie pourrait entourer le directoire français, quand je m'élève moi-même contre le despotisme et l'absurdité des ambitieux qui ne peuvent souffrir que la force des choses, ni les loix physiques, ni la moralité des hommes arrêtent le cours de leur délire.

Qu'on examine sous son vrai point de vue cette grande affaire de la France, la fin de sa révolution par la pacification générale ; qu'on médite sur les moyens d'y parvenir, et l'on verra que le premier intérêt de la nation, auquel toutes les considérations doivent céder, se complique du présent et de l'avenir. Mais le problême resterait insoluble au gré des ennemis de notre repos, si les conditions n'en étaient une bonne fois définies et déterminées.

Cette paix sera bonne, qui conservera l'intégrité de notre existence cemme nation, qui garantira notre indépendance sous tous les rapports, et nous affranchira du despotisme anarchique, monstre dont le principe de vie est le feu de la guerre, et qui, ranimé dans le sein de la république, peut encore dévorer ses entrailles.

Cette

Cette paix sera solide, qui ne laissera subsister au-dehors ni au-dedans des germes de discorde résultans de l'objet de la présente guerre ; qui nous assurera le respect des nations, sans lequel il n'y a pas pour un grand état de véritable sécurité, qui affermira nos alliances, et par la balance des intérêts sera pour le gouvernement une garantie plus efficace que des efforts continuels pour affecter la prépondérance.

En d'autres temps, sous un gouvernement plus affermi, des hommes publics forts de leur lumière et de la confiance qu'ils auroient inspirée, ne craindroient point d'adopter ces bases générales qui seroient certainement consenties par les puissances contractantes.

En supposant cette maturité de circonstances, le développement de ces bases entre les parties se feroient, sinon avec une entière et réciproque bonne foi, du moins avec la loyauté, les égards et la gravité réfléchie que se doivent à eux-mêmes des citoyens qui décident de la vie de plusieurs milliers de leurs concitoyens, et qui par une seule erreur, par une seule démarche inconsidérée peuvent précipiter leur patrie dans un abîme de maux.

Mais dans les temps où nous vivons, dans

les ténèbres de nos discordes civiles, où les notions du juste et de l'injuste ont été confondues, où toutes les passions sont armées, où le mensonge est si formidable, ces premières explications sont autant d'écueils. On a vainement défini, fixé les objets : il faut définir et fixer le sens des expressions les plus usitées. Et comment resteroit-il parmi nous un langage, un dialecte précis à la politique, quand la vertu et la vérité n'en ont plus, et luttent pour reconquérir leurs noms, leurs couleurs, leurs attributs profanés.

Ainsi l'on nous demandera ce que nous entendons par *l'intégrité de l'existence de la nation française et la garantie de son indépendance*, nous répondrons 1°. qu'une nation prouve son existence par le plein et libre exercice de ses droits politiques, en se donnant telle ou telle forme de gouvernement.

L'adoption de la constitution républicaine a consacré l'*intégrité de cette existence.*

2°. La renonciation de toutes les puissances, soit de fait, soit explicitement et surabondamment, par des traités, à s'immiscer en aucune manière dans nos affaires intérieures ; l'abjuration de ce dogme bisarre de garantie et de co-souveraineté entre les familles royales

de l'Europe, constitue la garantie politique de l'indépendance des Français, pour autant que dans la société universelle l'indépendance d'une nation, c'est-à-dire, le droit inhérent à son existence, puisse et doive être garantie par les autres nations.

Ces deux conditions, qui emportent avec elles le seul but équitable de la guerre, seront remplies, si nous conservons notre territoire sur le continent et toutes nos possessions d'outre-mer; si notre situation, par rapport aux autres puissances, se trouve politiquement la même qu'avant la guerre; enfin, si loin de décheoir pendant notre révolution nous avons au contraire accrû nos moyens de défense et de conservation.

Les esprits *prépossédés* par les idées révolutionnaires ne sauroient être conduits à une détermination si simple et si raisonnable sur le but et le résultat de la guerre, puisque ces expressions même, *l'intégrité de notre existence et la garantie de notre indépendance*, ont pour eux une toute autre acception.

Telle est à leurs propres yeux l'illusion de ce qu'ils appellent *leurs principes*, qu'ils n'entendent par *l'existence de la nation* que leur

impossible établissement, que leur impossible accord avec notre état de civilisation.

Ils ne veulent point que l'ancien et indélébile caractère national, ce fier amour de l'indépendance, immortel héritage des Francs, cet abandon, cette confiance généreuse dont ils ont tant abusé, cette fidélité aux loix de l'honneur, soient les vraies racines de la liberté française et les bases de la république. Il leur faut une nouvelle nation, une existence sans souvenir, un avenir selon leur *métaphysique*, et pour me servir de leur expression favorite, une *régénération totale.*

Les commotions révolutionnaires, la guerre qu'elles ont enfantée, la tyrannie sanglante dont elle a été la source et le prétexte, n'ont pu effacer les traits de notre viellesse politique ; ils n'ont pu rajeunir à leur gré la nation comme le vieillard de la fable. Ils espèrent encore vaincre cette longue résistance de nos mœurs, et les plier aux institutions de la démocratie absolue ou plutôt de l'anarchie. Les évènemens leur tenant lieu de l'ordre de choses qu'ils ne peuvent créer, il leur faut produire des évènemens ; ils ne conviendront donc pas que *l'intégrité de notre existence comme nation soit assurée*, que le jour de

la paix, que le *septième jour* soit arrivé, tant que leur création révolutionnaire ne sera point achevée.

Quant à *la garantie de notre indépendance*, le dissentiment des parties est encore plus remarquable, et ses conséquences influent plus directement sur la question des termes de la paix. Les citoyens les plus éclairés et les plus jaloux de l'honneur national, pensent qu'il ne peut être question de la garantie spéciale de la forme de notre gouvernement; que cette garantie ne convient qu'aux états foibles, dont l'intérêt est non-seulement de se faire des appuis des grands états, mais de les enchaîner par des traités respectifs, pour rester entre eux une cause, un élément mobile de leur équilibre, et n'être point écrasés dans leurs chocs. Pour un état tel que la France, cette espèce de garantie est surabondante ; elle n'ajoute point à sa force, elle nuit à sa dignité : il suffit que sa puissance effective, c'est-à-dire sa considération, soit telle qu'on ne puisse l'attaquer avec aucune probabilité de succès : *Nec plus ultra.* A ce terme, son indépendance, et par conséquent, la stabilité de la forme de son gouvernement, sont garanties par le fait ; et comme je l'ai prouvé ci-dessus, nous sommes

arrivés à ce terme. Je doute que le plus mauvais sort des armes nous fît reculer de ce point capital, mais ce qui est beaucoup plus certain, c'est qu'il ne nous reste plus un seul pas à faire, et que nous n'avons rien à gagner par la continuation de la guerre.

Néanmoins, les républicains qui se prétendent privilégiés, des puritains orgueilleux dont l'esprit de secte resserre le cercle qu'il faudroit étendre, s'estiment encore bien éloignés du but commun, parce que l'indépendance nationale ne peut être à leurs yeux suffisamment garantie que par la domination intérieure et extérieure de leurs opinions, et par l'application générale de leurs théories fantastiques. Ils trouvent que le sort des armes n'a rien décidé par-tout où les institutions des peuples n'ont pas subi, comme dans la Belgique et la Hollande, le même ravage que leurs champs et leurs propriétés. Plus, dans la poursuite de leur système, ils s'éloignent de l'intérêt de conservation du corps social par l'inviolabilité de la propriété, plus ils croient nécessaire de s'assurer des appuis extérieurs. Ils voudroient que l'état civil e politique des peuples voisins fût tel, que les

principes démocratiques réagissent avec vigueur du dehors au-dedans, et c'est dans cette subversion qu'ils placent la garantie suffisante de leur *indépendance*, qui certes, ne peut être celle de la nation.

Faudroit-il s'arrêter à prouver que ces projets sont entièrement chimériques, nous ne changerons point l'existence des autres nations; notre révolution, toute prodigieuse qu'elle est, n'a pu arriver à cette profondeur, à cette subversion totale dont le monde physique et le monde moral offrent de rares exemples, qui laissent à peine quelques traces. Le haut degré de civilisation, ou si l'on veut, de corruption de l'Europe moderne, malgré les malédictions dont l'ingratitude et l'ignorance accablent la mémoire des grands écrivains de ce siècle, oppose à ces *rénovations* une digue insurmontable. Nons devons aux méditations des philosophes, aux progrès de la science de l'économie politique, tous les principes de liberté qui peuvent se combiner avec des élémens qu'il nous est impossible de dénaturer. Au-delà de ces sages combinaisons, il n'y a plus que de vagues hypothèses, et dans leurs dangereux essais, que désordre et confusion.

Si ces vérités peuvent frapper enfin les esprits imbus des préjugés d'innovation absolue, ou remplis de fausses terreurs, la question de la paix se présentera dégagée de ses plus grandes difficultés, car l'unité d'intérêt produira l'évidence du vœu national. Le Directoire, entraîné à la confiance, ne pouvant plus douter de la force et de la stabilité du gouvernement représentatif, (et par-là seulement républicain) ne redouteroit plus ou n'oseroit affecter de redouter une influence étrangère sur notre régime intérieur.

Dès-lors, rien de relatif à la révolution n'entre dans les débats des négociateurs de la paix générale au nom de la nation Française, et ce n'est qu'ainsi qu'on y peut parvenir. Dès ce moment, les idées chevaleresques et les abstractions métaphysiques sont également écartées, et pour me servir de l'expression originale de M. Burke, ce n'est plus avec *un système que nous avons à faire la paix.* Les idées politiques se fixent, la raison d'état est entendue.

Eviter toujours de faire ce qui paroît entrer dans la combinaison principale des intérêts de notre ennemi, est une règle générale très-

sûre pour la guerre, mais qui, dans son application à la conduite des affaires politiques, souffre beaucoup d'exception.

Faut-il parce que l'Autriche et l'Angleterre ne veulent point traiter séparément, et proposent une compensation de conquêtes continentales et maritimes ? Faut-il ne se prêter que pour la forme à débattre cette base de négociations, et tenir secrettement et obstinément au systéme d'une paix séparée ? Le véritable piége tendu par nos ambitieux rivaux, ne seroit-il point celui-là même qu'ils nous auroient donné occasion de construire de nos propres mains, en les absolvant aux yeux de l'Europe désolée du crime de la prolongation de la guerre.

Cette conjecture acquiert un nouveau degré de vraisemblance, quand on recherche à laquelle des deux puissances rivales une paix séparée conviendroit davantage dans la situation présente. Et si l'on veut conjecturer dans l'avenir, on n'oseroit présumer que même après nous être allégés du fardeau de cette dévorante guerre continentale, nous dussions espérer des succès maritimes assez considérables pour obtenir pour nous, et sur-tout pour la Hollande, des termes plus favorables que ceux que nous

pouvons exiger dans les compensations d'une paix générale.

Si j'ai prouvé que le but de la guerre est pleinement rempli, je suis fondé à conclure que c'est à nous de multiplier les chances pour la conclusion de la paix, et qu'il nous est défavorable de circonscrire le mode de négociations.

Les premiers traités conclus au nom de la République, avec la Prusse et l'Espagne, et la paix dictée au roi de Sardaigne, ont pu accréditer le système des paix séparées, et c'est une induction très-naturelle de ces transactions successives, que de vouloir subdiviser jusqn'à son entière dissolution, la coalition des puissances; mais les circonstances sont très-différentes, la grande ligue n'existe plus, et sa courte durée, si on la compare à celle de la ligue formée contre la France à la fin du siècle dernier, est le vrai triomphe de la liberté, cause commune de tous les peuples. L'orgueil de Louis XIV excita des haines que trente années de guerre, à peine interrompue, ne purent assoupir; et qui, si l'on excepte les

défections de Victor Amédée ; firent taire et oublier les intérêts opposés des puissances coalisées contre la France. Dans cette guerre, au contraire, dans une lutte engagée *pour l'honneur des couronnes* contre *le fléau général*, *la France faction*, ce lien si fort en apparence, n'a duré qu'un instant. Il s'est rompu aux premiers revers, et les intérêts territoriaux de chaque puissance ont reparu dans toute leur force, et produit toutes leurs conséquences. On peut juger de cette dislocation du système monstrueux de la coalition, par les efforts impuissans qu'on a fait depuis pour le renouer. Qui donc a fait ce prodige, si ce n'est l'objet de la guerre qui, par lui-même, est insaisissable, et quoiqu'on en ait dit, tout-à-fait étranger aux intérêts des états respectifs ? La force des choses, la violence même des passions, ont hâté l'époque de cette crise politique, et rétabli les anciens rapports, les véritables différences.

Non, non, nous n'avons point à nous énorgueillir du succès de ce prétendu système de paix séparées et successives ; l'intrépidité de nos volontaires, notre formidable artillerie ont décidé par la victoire la dispersion d'une coalition chancelante sur ses propres bases,

et détruit à jamais la possibilité d'en former de semblables. La position de nos armées sur le Rhin et en Italie, est très-avantageuse, sans doute, puisque nous couvrons nos conquêtes; mais comme nos forces sur le continent sont balancées par celles des Autrichiens, nous devons croire que les alliés tiendront à ce plan de paix par compensation, qui n'a rien de commun avec les principes et le but de l'ancienne coalition. Ce serait en vain que nous voudrions tout-à-la-fois nous coaliser avec d'autres puissances, et que nous prétendrions séparer l'une de l'autre les deux puissances opposées.

Depuis que l'Espagne est rentrée dans notre alliance, et que la Prusse a gardé une neutralité accablante pour la cour de Vienne, et dont celle-ci doit redouter les effets, la balance continentale et maritime tend à s'établir. Il nous faut être conséquens, il faut terminer la guerre dans le sytème général de cette balance qui lie nécessairement aujourd'hui l'Autriche et l'Angleterre; nos forces, nos succès, notre prépondérance ne peuvent aller jusqu'à empêcher les effets d'une cause

que nous avons nous-même voulue, et que nous estimons favorable à nos intérêts.

Sans doute on pouvoit tenter de détacher la cour de Vienne de l'alliance Anglaise, avant que le roi de Prusse eut fait sa paix avec la République ; et ce seroit une importante question à examiner, même à présent, que celle de savoir si à cette époque, où la conquête de la Hollande avoit imprimé la terreur à toute l'Europe, et troublé tous les cabinets, où la mauvaise direction des forces de terre des Anglois, et la désorganisation de l'armée de M. le duc d'Yorck avoient fait perdre deux campagnes aux généraux de l'Empereur, il n'étoit pas convenable et très-possible de profiter de ces mécontentemens des deux cours, et de diviser la coalition par ses racines au lieu de l'ébrancher.

Il étoit temps alors d'éclairer le cabinet de Vienne sur la différence des intérêts de la puissance la plus méditerrannée avec ceux de la puissance la plus maritime : on auroit pû lui faire sentir que son alliance intime offensive et défensive avec l'Angleterre, ne peut avoir pour la maison d'Autriche aucun but solide, et que la puissante diversion qu'elle opère en distrayant nos forces, nos finances,

notre attention même de la guerre de mer, est toute à l'avantage de l'Angleterre, sans que celle-ci puisse en aucune manière dédommager son alliée de ses pertes, ni la faire participer au bénéfice de ses pirateries. Au contraire l'alliance de la France, et de l'Espagne étoit pour la maison d'Autriche la meilleure garantie; elle a été le gage d'une profonde paix, le véritable lien de ses états excentriques, la digue des puissances méridionales qu'il faudra bien un jour relever contre l'accroissement, l'ambition et la politique versatile, mais physiquement indépendante des puissances du Nord. Qu'est-ce auprès de ces avantages qu'un subside mendié, extorqué par des ministres à ces fiers insulaires, et dont il ne reste que la vaine satisfaction d'avoir contribué à balancer la fortune de la France?

Notre opposition à la maison d'Autriche, qui depuis la paix de Westphalie, et plus particulièrement depuis l'accroissement de la Russie, n'est plus à notre égard la puissance rivale, est devenu le pivot de la politique des ministres anglais. Avec quelle ardeur n'ont-ils pas profité des circonstances toutes relatives à des intérêts individuels, à des ressentimens qu'ils ne partageoient pas pour exhumer

de vieilles, haines pour faire reculer le cabinet de Vienne jusqu'à la politique de Malborough. Ils savent trop bien que nous nous plaisons au terrible jeu de la guerre. Ils ont éprouvé qu'une longue paix sur le continent fait refluer vers la marine nos ressources, que le commerce accroit plus rapidement qu'en aucun autre pays, et porte entièrement contr'eux cet amour des choses nouvelles que la révolution a développé avec une incroyable activité et dont les effets ultérieurs sur la restauration de nos forces navales sont mieux calculés par nos rivaux que par nous-même.

Sans doute il eut été insensé dans la détermination d'un plan général, de s'abstenir de considérer les alliances sous tous les points de vue. Celui dont je viens de présenter rapidement l'hypothèse, a constamment été combattu par des hommes très-éclairés; peut-être aussi trop légèrement condamné sur la foi d'anciennes préventions auxquelles les circonstances de la révolution ont donné une nouvelle force. Mais il est vrai de dire que les évènemens qui ont accompagné et suivi la déclaration de cette affreuse guerre n'ont pas laissé le choix des moyens les plus propres à l'étendre. Nous ne sommes pas éloignés des

temps où l'épée du soupçon de haute-trahison pendoit sur la tête de l'homme public qui se livroit avec une entière liberté à l'examen utile et impartial des matières politiques. Aussi, en exposant mes doutes je me garderai de blâmer le juste empressement de ceux qui saisirent les premières ouvertures du roi de Prusse, et négligèrent, en secondant sa lucrative neutralité, de marcher plus rapidement à la pacification générale.

Mais pour m'expliquer plus clairement, je dirai qu'il me semble que nous devons tendre à conclure et consolider une alliance durable et forte avec l'une des deux grandes puissances d'Allemagne, poursuivre la guerre contre l'une pendant la simple neutralité de l'autre, c'est se préparer de trop grands dangers.

Les avantages de notre alliance avec le roi de Prusse sont incontestables. Elle suffit pour le rendre l'arbître de tout le reste du continent. Si ce doit être toujours pour notre cause, si n'ayant avec ses états aucun point de contact immédiat, aucun autre intérêt commun que celui de fixer la mobile balance de l'Europe, nous parvenons cependant à fixer sa foi, hâtons-nous de conclurre cette alliance,

sans

sans laquelle nous ne pouvons pas nous flatter de forcer les alliés à faire la paix. La circonstance est favorable, et telle est la situation respective des deux états, que le roi de Prusse ne voudra pas l'abandon des intérêts qui nous sont communs.

On peut et l'on doit cacher dans les cabinets des combinaisons générales, sans leur donner cette ridicule importance que le manque de lumières et la stupide indifférence des peuples accordoient autrefois à de grandes intrigues, au jeu mystique de la diplomatie. Nous savons et l'on sait très-bien à Vienne et à Berlin que notre alliance avec le roi de Prusse est toute à l'avantage de ce dernier, parce qu'après que nous serions engagés dans une guerre, s'il se respectait assez peu pour nous manquer de foi, il pourroit sans danger changer de parti et de système. Voilà pourquoi les Anglais préfèrent cette manière d'être, parce qu'il nécessite de la part de la France un état militaire beaucoup plus considérable et multiplie les chances des guerres de terre. Chacun de nos combats ôte un vaisseau à nos escadres.

Les intentions que manifeste sa majesté prussienne doivent nous rassurer. Mais la

république souffre de ses hésitations, mais sa neutralité alimente la guerre.

Un jour, nous l'espérons, la nation convaincue que c'est dans ses chantiers, dans les arsénaux de Brest et de Toulon qu'elle peut s'affranchir de toute dépendance politique, se portera avec ardeur vers ce moyen puissant de régénérer ses forces. Fussent-elles encore plus épuisées, l'exemple des peuples qui se sont rapidement élevés au plus haut degré de prospérité et de puissance, en cultivant uniquement leur marine, nous apprendra ce qu'avec les largesses de la nature et les bienfaits des arts notre active industrie peut produire. Voilà l'issue qu'il nous faudra donner au feu électrique de la révolution; et la dernière expédition a du moins cet avantage qu'elle a réveillé l'intérêt national.

Alors il pourra convenir à la France de se reposer avec une pleine confiance sur ses forces et celles de ses alliés naturels. Alors on n'osera pas violer les propriétés des nations, en feignant de respecter les propriétés particulières; on n'osera pas mesurer la justice aux degrés plus ou moins grands de l'humiliation.

Mais pour arriver par une voie sûre à ces destinées, il faut d'abord faire la paix générale.

Je ne sais quelle partie de nos conquêtes devra servir à la procurer; je crois qu'il n'est pas sage de traiter publiquement cette question avec trop de détail, et d'y rattacher l'esprit de parti.

Quelles que soient ces utiles rétrocessions, on devra toujours en excepter les enclaves que nous avons réunies à nos frontières, et qui n'étoient que le bisarre résultat des anciennes guerres et des concessions réciproques, sans tenir en rien à un système général de défense. Dans ces enclaves sont comprises la *Savoye*, *les sommités* et les *revers des Alpes;* les places fortes, comme *Luxembourg*, *Namur*, *Tournay*, et peut-être *Maestricht*, se trouvent pareillement enchaînées dans nos barrières inexpugnables. Après avoir retenu et consacré à la liberté ces trophées qui ne sont pas seulement des titres de gloire, mais des acquisitions importantes et à jamais utiles, je ne balance pas à dire qu'il n'est point de conquête qui ne doive être employée à reconquérir nos colonies et notre commerce, et qui ne doive être sans regret échangée contre le moindre des biens que nous promet la paix.

Espérons que le directoire de la république

française repoussant les conseils violens, les conseils perfides auxquels il s'abandonna dès son installation, ne se dissimulera ni le vœu ni les besoins de la patrie, et ne perdra pas de vue les terribles vérités que lui-même il a proclamées.

S'il n'a pu profiter des ouvertures qu'amenoit si naturellement le premier armistice, et prendre le véritable avantage du vainqueur, l'ascendant de la modération, en présentant à l'Europe les bases de la paix générale, alors peut-être moins difficiles à fixer : mieux informé, plus libre aujourd'hui, dégagé des orages au sein desquels il se forma, le directoire craindra sans doute de s'éloigner de l'affection du peuple, sans laquelle le pouvoir exécutif n'est qu'une vaine image de puissance; il redoutera de s'isoler à jamais en rallumant la guerre.

Rallumer la guerre ! Ce seroit commettre le crime que nous imputons au cabinet anglais ; supputer le prix des conquêtes avant d'avoir pesé le sang, les larmes, le patrimoine des citoyens. Rallumer la guerre ! Ce seroit prétendre que la dignité nationale, que l'*honneur,* dont un de nos plus ingénieux écrivains a dit il y a peu de temps, que *la fumée*

n'avoit pas de contours que l'on puisse fixer, s'opposent à des transactions raisonnables. Enfin, rallumer la guerre ce seroit donner ses propres règlemens, ses opinions, sa doctrine pour des règles universelles, se prétendre romain pour se dispenser d'être français, et mettre un intérêt factice de gouvernement à la place de l'intérêt réel de la nation.

Quidquid delirant reges plectuntur Achivi.

DUMAS.